

Le budget—M. Stevens

société qui aboutit à une civilisation industrialisée, c'est-à-dire en mettant une confiance excessive dans l'automatisme des solutions purement techniques et en oubliant les valeurs humaines fondamentales. Crise qui apparaît quand s'accroît la recherche du seul succès économique dérivant des grands profits de l'industrie avec, pour conséquence, l'abandon quasi total du secteur de l'agriculture, et la négligence concomitante de ses valeurs humaines et spirituelles les plus hautes. Une crise de solidarité aussi, qui maintient et parfois accélère les déséquilibres existant entre les individus, entre les groupes et entre les peuples, et qui est malheureusement le résultat—la chose est de plus en plus évidente—de la volonté insuffisante de contribuer à une meilleure distribution des ressources disponibles, spécialement aux pays plus défavorisés et aux secteurs humains qui vivent essentiellement d'une agriculture encore primitive.

Nous touchons ainsi au paradoxe de la situation présente: L'humanité dispose d'une maîtrise inégalée de l'univers; elle dispose des instruments capables de faire rendre à plein les ressources de celui-ci. Les détenteurs mêmes de ces instruments resteront-ils frappés de paralysie devant l'absurde d'une situation où la richesse de quelques-uns tolérerait la persistance de la misère d'un trop grand nombre, où la consommation alimentaire hautement enrichie et diversifiée de quelques peuples se satisfait de minimums vitaux octroyés à tous les autres, où l'intelligence humaine pourrait soustraire à leur sort tant de grands malades, mais se déroberait à la tâche d'assurer une alimentation adéquate aux populations les plus vulnérables de l'humanité?

On ne saurait en arriver là sans avoir commis de graves erreurs d'orientation, ne serait-ce parfois que par négligence ou par omission. Il est grand temps de découvrir en quoi les mécanismes sont faussés, afin de rectifier ou plutôt de redresser de bout en bout la situation.

Et finalement, d'ajouter le souverain pontife:

[Traduction]

A vous qui avez assumé une tâche à la fois si difficile et si riche de promesses, nous proposons deux principes d'action. Le premier est de vous attaquer aux données du problème, sans vous laisser influencer, en les évaluant, par la panique ou par un excès de timidité; le second est de mobiliser suffisamment vos énergies, comme l'exige l'urgence absolue des besoins en cause, pour ne pas vous satisfaire jamais d'atermoiements ni de demi-mesures. De par sa nature même, cette conférence ne saurait tout résoudre par elle-même; cependant, la clarté et l'énergie de ses conclusions susciteront une série d'engagements véritables et sincères. Si tel n'était pas le cas en dépit des espoirs mis en elle, et malgré toute la bonne volonté de ses membres, elle aura été convoquée inutilement.

● (1700)

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, il faut chercher les raisons qui font que le ministre des Finances (M. Turner) est le seul à ne pas s'être attiré plus de critiques au cours de son mandat au sein du ministère. Quiconque lit l'exposé budgétaire saura pourquoi, à mon avis. Le ministre est unique parce qu'il a découvert que pour s'éviter des ennuis, il ne faut rien faire du tout. Un examen de ses réalisations passées et présentes permet de constater qu'il a laissé aller les choses. Il a eu pour politique de laisser le pays aller à la dérive dans ses transactions sur le marché mondial et dans sa façon d'aborder les théories économiques modernes, tout en laissant l'inflation et les autres facteurs de pression économique suivre leur cours. Il a peu fait pour maîtriser l'inflation qui ravage le pays.

Quand on jongle avec des milliards de dollars, les choses perdent facilement leur vraie perspective. Il convient donc de revoir ce qui s'est passé au pays depuis dix ans. D'après les dernières prévisions de dépenses dont la Chambre est saisie, le gouvernement projette de dépenser cette année presque 26 milliards de dollars, tandis que les dépenses publiques s'élevaient à un peu moins de 10 milliards l'année avant que le gouvernement libéral actuel prenne le pouvoir. Les dépenses publiques globales au cours de l'année financière 1974 étaient légèrement inférieures à 20 milliards; cette année, elles atteignent presque 26 milliards. Le gouvernement dépensera 30 p. 100 de plus en un an. Autrement dit, le gouvernement fédéral va, en un an,

augmenter ses dépenses d'un montant égal au budget fédéral total du début des années 60. Il est temps que les députés exigent le renversement de cette tendance.

La déclaration que le ministre des Finances a faite au réseau CTV m'a déçu. Il a dit qu'il essaierait de limiter l'accroissement des dépenses à 15 p. 100 et, comme l'ont rapporté les journaux, il a ajouté:

A cause du processus politique, il est terriblement difficile de contenir les dépenses.

Pourquoi le gouvernement canadien a-t-il tant de mal à se montrer prudent et à contenir ses dépenses quand pratiquement tous les autres pays y parviennent? Les États-Unis ont l'intention de limiter à 300 milliards de dollars leur budget de l'année prochaine. Si notre ministre était ministre des Finances, disons aux États-Unis, il porterait les dépenses de ce pays à 345 milliards, soit 45 milliards de plus qu'on n'a prévu de dépenser cette année.

En fait, la situation est encore plus alarmante, monsieur l'Orateur. Pour l'année en cours, c'est-à-dire l'année financière 1975-1976, les dépenses publiques se situeront autour de 28,750 millions si l'on se fie aux tableaux annexés à l'exposé budgétaire. Mais une note précise que ces chiffres représentent le milieu de la fourchette des estimations; autrement dit, les dépenses pourront s'élever à 30 milliards tout comme elles pourront se limiter à 27 milliards. C'est très important. Si l'on ajoute 15 p. 100 au minimum de 26 milliards que le gouvernement prévoit dépenser cette année, cela fait un peu moins de 4 milliards de plus et le total sera légèrement inférieur à 30 milliards. A mon avis, si le ministre des Finances avait été vraiment honnête il aurait admis que le gouvernement envisageait de dépenser 30 milliards de dollars cette année au lieu du chiffre plus modeste qu'il a cité le soir du budget. On peut présenter les choses d'une autre façon: les dépenses du gouvernement au palier fédéral ont accusé une augmentation cumulative de 40 p. 100 par an. Comment alerter le public canadien des dangers de cette escalade des dépenses que se permet Ottawa?

J'aimerais aborder certains points du budget. Je signale deux choses particulièrement angoissantes: la première, c'est l'attitude persistante du gouvernement à l'égard de l'imposition des ressources. Il est vraiment dommage que le gouvernement ait cru bon de s'opposer aux provinces sur la question du partage des revenus des ressources. Le ministre des Finances, appuyé par le premier ministre, a déclaré que les redevances payées aux provinces sur le pétrole et les autres ressources n'étaient plus déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu. L'attitude du gouvernement à l'égard du paiement des redevances aux provinces est fort étrange. Le ministre des Finances a confirmé, hier soir, que des redevances payables aux gouvernements étrangers pouvaient toujours être déduites du revenu avant le calcul de l'impôt fédéral sur le revenu. Où est la différence?

Permettez-moi de vous donner un exemple. Si une société canadienne achète du pétrole au Venezuela, elle devra payer au gouvernement de ce pays environ \$2.28 de redevances par baril, une taxe sur les profits de \$6.31, pour un total de \$8.59. D'après les lois canadiennes en vigueur, les redevances et la taxe versées au gouvernement du Venezuela peuvent être considérées comme des dépenses d'affaires et être déduites du revenu dans le calcul des impôts fédéraux canadiens sur le revenu.

Mais, si la même société veut acheter du pétrole de, mettons, l'Alberta, qu'arrive-t-il? La redevance payable à l'Alberta est de \$2.62 le baril. Mais le gouvernement dit: «Non, vous ne pouvez considérer cette redevance comme